

Déclaration de la Représentante de l'Autriche

Nous entrons dans une décennie importante, au cours de laquelle nous avons la possibilité de concrétiser les objectifs de développement durable et de mener à bien le Programme 2030. Toutefois, le succès n'est pas garanti et il reste encore beaucoup à faire. Malheureusement, d'après les dernières données, la faim progresse de nouveau dans le monde. Après avoir un temps diminué, la sous-alimentation gagne de nouveau du terrain, notamment en Afrique, où un cinquième de la population est touché. La pauvreté et la faim sont concentrées dans les zones rurales. Dans le même temps, selon l'ONU, les investissements publics dans l'agriculture diminuent partout dans le monde, alors même que les petits producteurs alimentaires et les agriculteurs familiaux, qui jouent un rôle important dans l'approvisionnement en nourriture, ont besoin de soutien pour améliorer leur productivité, leur résilience et leur capacité d'adaptation, dans le cadre notamment des changements climatiques. Compte tenu de ces défis mondiaux, il est clair qu'il pourrait devenir de plus en plus difficile de nourrir la population mondiale dans les décennies à venir.

Dans ce contexte, le FIDA est une institution internationale réputée qui œuvre à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en milieu rural. Comptant parmi les principales organisations de développement, le Fonds se consacre à la transformation du monde agricole, des économies rurales et des systèmes alimentaires, et, à l'évidence, contribue à l'action que mène la communauté internationale au titre de l'objectif 2 de développement durable.

Soucieuse de concourir à la réalisation des objectifs de développement durable, l'Autriche reconnaît pleinement le rôle et la mission du FIDA en faveur du développement des zones rurales dans les pays en développement. Toutefois, il est nécessaire de définir clairement le rôle du FIDA alors que l'architecture institutionnelle du financement du développement évolue peu à peu. Dans ce contexte, il y a lieu de préciser la valeur ajoutée propre au FIDA. Comme d'autres acteurs, le FIDA devra entreprendre les réformes nécessaires pour faire évoluer son fonctionnement et répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain. Nous saluons les nombreuses réformes déjà menées pour renforcer la capacité opérationnelle et l'efficacité organisationnelle du FIDA au cours des dernières années. Il faudra toutefois redoubler d'efforts.

L'Autriche suit attentivement les résultats de toutes les institutions financières internationales et estime, dans ce contexte, que la culture que le FIDA a instaurée en matière de mesure des résultats et le souci qu'il prête aux enseignements tirés des évaluations constituent des atouts singuliers.

Dans l'ensemble, certains défis subsistent quant à la capacité financière du FIDA. Il sera crucial de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la capacité de gestion financière du Fonds, notamment dans les domaines de l'adéquation des fonds propres et de la gestion des risques. Ainsi, l'une des réformes les plus urgentes à mener est la réforme du Cadre pour la soutenabilité de la dette destinée à assurer la viabilité financière du FIDA, condition indispensable à la bonne exécution de son mandat à moyen et à long terme. Nous nous félicitons du train de réformes récemment approuvé par le Conseil d'administration, et nous réjouissons à la perspective d'examiner plus avant cette question importante et d'approfondir les discussions lors des prochaines consultations sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).

Pour FIDA12 et au-delà, il sera important que le FIDA continue de concentrer son action sur les populations les plus démunies des pays les plus pauvres et sur les populations qui, parce qu'elles sont difficiles à atteindre, sont souvent laissées de côté par d'autres acteurs du développement. Il conviendra également que, dans le cadre de ses opérations, le FIDA porte une attention accrue aux pays qui font face à des situations de fragilité, s'attaque aux causes profondes de la fragilité, sur la base d'évaluations solides, et collabore étroitement avec d'autres institutions. En outre, nous nous félicitons des progrès accomplis durant le cycle de FIDA11 en ce qui concerne la transversalisation des quatre thèmes prioritaires, à savoir l'environnement et l'action climatique, le genre, la nutrition et la jeunesse, et la mesure des résultats connexes. Néanmoins, dans ces domaines, le FIDA devra continuer d'améliorer son action dans les domaines suivants. Premièrement, il devrait consentir des efforts supplémentaires et fixer des objectifs plus ambitieux sur le plan de la thématique du genre,

car la pauvreté a un visage autant féminin que rural. Deuxièmement, il doit jouer un rôle plus important dans la réalisation des objectifs fixés dans l'Accord de Paris. La mission essentielle du Fonds consiste à renforcer la résilience des petits producteurs alimentaires ruraux en les aidant à s'adapter aux conséquences des changements climatiques et en mettant en place des pratiques agricoles durables. Le FIDA devrait donc accroître sensiblement le volume de ses financements climatiques. Enfin, il devra adopter une approche plus soutenue et plus méthodique pour mieux intégrer l'emploi et les questions connexes dans ses programmes et ses projets.

Nous tenons à remercier le Président du FIDA, Monsieur Gilbert F. Houngbo, ainsi que les membres de la direction et du personnel du FIDA, pour l'engagement et le dévouement dont ils font preuve pour mener à bien la mission du Fonds et transformer cette organisation en une institution de développement financièrement viable, axée sur les résultats et à même de jouer un rôle unique dans l'élimination de la pauvreté et de la faim dans le monde.